Monsieur le Conseiller communal, je vous remercie de votre question orale.

Voici les réponses que je peux y apporter.

La 1^{ère} question posée :

Pourriez-vous partager votre position sur les commentaires que Madame l'Échevine a faits concernant le non-respect potentiel d'une décision de justice ? Quel était le contexte précis de cette déclaration, notamment lorsque cette dernière écrit "on va faire appel" ? Qui est le "nous" mentionné ? L'Échevine personnellement, l'ASBL, ou le collègue échevinal ?

La réponse :

Je ne dispose pas des commentaires que vous évoquez dans votre question. Tout comme je ne dispose pas de la déclaration auquel vous faites référence. Vous comprendrez donc qu'en l'état, il est donc impossible pour moi de me prononcer.

La 2^{ème} question posée :

Pouvez-vous nous éclairer sur la position officielle du Collège des Bourgmestres et Échevins sur le fait de s'immiscer dans une procédure judiciaire qui ne concerne pas la commune directement ? Si c'est le collège échevinal, ce point a-t-il été abordé en réunion ? Si oui, quelle a été la décision ?

L'article 270 de la Nouvelle loi communale prévoit que le collège des bourgmestre et échevins répond en justice à toute action intentée contre la commune. Toutes autres actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal.

En conséquence, si la Commune n'est pas à la cause dans une affaire en justice, il n'y pas lieu d'interroger le Collège en rapport avec cette affaire. Par ailleurs, le seul moment où le Collège a évoqué ce sujet c'est lorsque j'ai été interpellé par l'avocat d'une des deux parties à qui nous avons convenu de répondre ceci :

« Cher Maître,

Nous accusons bonne réception de votre courrier du 10 décembre 2023 relatif au prononcé du jugement rendu par la justice de paix du canton de Saint-Josse-Ten-Noode ordonnant sous astreinte, la restitution par l'asbl Ever'y Cat du chat Rubis à vos mandants.

Nous tenons à vous informer que les décisions et positions prises pour la commune d'Evere le sont soit par le collège des Bourgmestre et Echevins soit par le conseil communal.

Par ailleurs, pour votre bonne information et celle de vos mandants, seules les communications officielles provenant de l'administration communale via ses canaux de communication tels que le magazine Info Evere, le site Internet de la commune, les pages InfoEvere sur les réseaux sociaux Facebook et Instagram engagent la commune et le collège des Bourgmestre et Echevins.

« Veuillez agréer, Maître Matz, l'assurance de notre considération distinguée »

Vous l'aurez compris, l'avocat d'une des deux parties nous demandait de nous positionner sur la « représentativité » des propos de l'Echevine du Bien-être animal et demandait également le retrait d'un commentaire rédigé sur le réseau social Facebook.

La 3^{ème} question posée :

Plus précisément, quelles sont les règles et les limites concernant l'expression publique des échevins, en particulier lorsqu'il s'agit de commenter des affaires judiciaires ?

Le bon sens voudrait qu'on ne commente pas une affaire en cours que nous soyons partie prenante ou pas. Nous devrions toutes et tous adopter une attitude prudente, impartiale et neutre.

La 4^{ème} question posée :

À quel moment la responsabilité du Collège des Bourgmestres et Échevins peut-elle être engagée, soit juridiquement, soit symboliquement, suite à de telles déclarations ?

La réponse :

Je ne sais ce que vous entendez sous la responsabilité « symbolique » du Collège.

En tant que pouvoir délibérant, le Collège des Bourgmestres et Echevins ne peut exercer ses compétences que collectivement, ce qui signifie qu'aucun membre du Collège, dans cette fonction, ne dispose d'une compétence personnelle. Sauf, le Bourgmestre qui exerce seul la fonction de chef de la police administrative.

Ceci étant dit, dans le cas où un membre du Collège fait l'objet d'une plainte ou d'une attaque en justice concernant un dossier lié à ses compétences ou à une décision prise par le Collège celui-ci comme tous les membres du Collège des Bourgmestres et Echevins disposent d'une police d'assurance couvrant leur responsabilité, comme prévue par l'art 329bis de la Nouvelle loi communale.

La commune est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles sont condamnés le bourgmestre et le ou les échevin(s) à la suite d'une infraction commise dans l'exercice normal de leurs fonctions, sauf en cas de récidive. L'action récursoire de la commune à l'encontre du bourgmestre, d'un échevin ou des échevins condamné est limitée au dol, à la faute lourde ou à la faute légère présentant un caractère habituel (Art. 271ter. de la Nouvelle loi communale).

La Responsabilité juridique des mandataires locaux est à envisager soit sous l'angle de la responsabilité civile, soit pénale¹ :

- La responsabilité civile est celle de tout citoyen²

Les mandataires locaux peuvent donc être tenus civilement responsables, dans l'exercice de leurs fonctions, en cas de dommages résultant de leurs fautes et/ou de leurs négligences. En d'autres termes, ils sont tenus aux mêmes règles de responsabilité que les citoyens : agir comme l'aurait fait toute personne prudente et diligente placée dans les mêmes circonstances.

- La responsabilité pénale est engagé lorsqu'un élu est l'auteur d'une infraction ou lorsqu'il y participe. Les mandataires locaux ne disposent d'aucune immunité pénale. Dès lors, ces derniers peuvent engager leur responsabilité pénale dans l'exercice de leurs fonctions.

Outre les mandataires, la commune elle même est pénalement responsable des infractions liées à la réalisation de l'intérêt communal.

La 5^{ème} question posée :

Enfin, dans le cadre des conventions liant la commune d'Evere à des ASBL telles qu'Ever'y Cat, est-il stipulé que les subventions allouées ne peuvent pas servir à payer des astreintes judiciaires ?

Non

¹ Brulocalis, Guide de l' élu local, novembre 2018

² Art. 1382 du Code civil